

DELIBERATION DU BUREAU SYNDICAL

S I E D 70

**Syndicat intercommunal d'énergie
du département de la Haute-Saône**

SEANCE DU 6 SEPTEMBRE 2017

Nombre de membres afférents au Bureau syndical : 19

Nombre de membres en exercice : 19

Dates de convocation et d'affichage : 9 août 2017

PRESENTS : (10. membres)

Madame Viviane CARSANA, Messieurs Jacques ABRY, Gilles MARTINET, Raymond BILQUEZ, Jean-Marc JAVAUX, Pascal GAVAZZI, Joël DAVAL, Jean-Michel ADREY, Christian TERRASSON et Daniel NOURY.

ABSENTS EXCUSES : (3 membres)

Messieurs Robert BOURQUIN, Jacques THEULIN et Denis DUMAIN.

VOTE :

Votants : 10 ; pour : 10 ; contre : 0 ; abstention ou nul : 0

SECRETAIRE DE SEANCE : *Monsieur Joël DAVAL*

DELIBERATION N°3

Monsieur le Président informe le Bureau syndical de la création d'un Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel par décret 2014-513 du 20 mai 2014, modifié par le décret n°2015-661 du 10 juin 2015.

Les modalités de mise en œuvre de ce décret sont définies par la circulaire du 5 décembre 2014.

Monsieur le Président précise que le RIFSEEP a vocation à devenir le régime indemnitaire de référence pour tous les cadres d'emploi de la fonction publique, et ce, de manière exclusive par substitution à la grande majorité des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir des agents exerçant dans la fonction publique.

Monsieur le Président ajoute qu'une récente note de la Préfecture de Haute-Saône en date du 19 juin 2017 stipule qu'il est préférable de ne pas attendre que tous les corps équivalents de la Fonction Publique d'Etat aient intégrés les RIFSEEP mais de prendre les délibérations pour les cadres d'emplois concernés au fur et à mesure compte tenu de l'échelonnement dans le temps du passage au RIFSEEP des corps de la Fonction Publique d'Etat.

Monsieur le Président propose ainsi la mise en place du nouveau dispositif selon les modalités ci-après :

I - Les principes statutaires du nouveau régime indemnitaire :

- Egalité :
 - ♦ Application des mêmes règles pour les agents placés dans une situation équivalente.
- Administration :
 - ♦ Le Bureau syndical fixe les régimes indemnitaires dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat (art. 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984). Il revient à l'organe délibérant de décider ou non du versement d'une prime et de mettre en place ses modalités de versement.
 - ♦ L'Autorité territoriale (Président) est liée par les termes de la délibération du Bureau syndical. C'est elle qui met en place la modulation individuelle.

REÇU EN PREFECTURE

le 20/09/2017

Application agréée E-legalite.com

070+257004366+20170906+DELIBBURE170906D-0

fonctions et à la valeur professionnelle. Elle détermine les montants individuels dans la limite des taux, des coefficients, de l'enveloppe budgétaire dédiée, des modalités de répartition qui ont été préalablement votés par l'assemblée (critères et limites).

- Le régime indemnitaire se compose de deux parties :
 - ♦ Une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
 - ♦ Un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA). Ce complément est facultatif et peut varier d'une année sur l'autre.
- Finalités :
 - ♦ Prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
 - ♦ Susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
 - ♦ Donner une lisibilité et davantage de transparence ;
 - ♦ Renforcer l'attractivité de la collectivité ;
 - ♦ Fidéliser les agents ;
 - ♦ Favoriser une équité de rémunération entre filières.

II - Bénéficiaires :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel relevant de la filière administrative
- Agents non titulaires de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel relevant de la filière administrative, présents depuis plus de 6 mois dans l'Etablissement, et qui bénéficieront du RIFSEEP correspondant au groupe de fonctions afférent à leur emploi.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

Monsieur le Président précise cependant que les arrêtés relatifs aux agents de l'établissement de la filière technique (Ingénieurs, techniciens, agents techniques territoriaux) n'étant toujours pas parus, le nouveau régime ne pourra leur être appliqué. La mise en place du RIFSEEP pour ces cadres d'emplois devra faire l'objet d'une nouvelle délibération une fois ces arrêtés parus. Dans cette attente, ils continueront à bénéficier des primes antérieures qui avaient été instaurées.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP pour l'Etablissement sont donc :

- les rédacteurs,
- les adjoints administratifs.

III - L'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) :

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessous.

Pour les catégories B :

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

(Par référence à l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire s'applique pour les rédacteurs territoriaux.)

Compte tenu de l'organigramme du SIED70, le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ne comprend qu'un groupe de fonction auquel correspond les montant plafond et plancher suivants :

GROUPES	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima de l'IFSE (non logés)	Montants annuels minimum de l'IFSE
Groupe 3	Assistant de direction	14 650 €	1 350 €

Pour les catégories C :

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

(Par référence aux arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux).

Le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds et planchers suivants :

GROUPES	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima de l'IFSE (non logés)	Montants annuels minimum de l'IFSE
Groupe 1	Gestionnaire comptable	11 340 €	1 350 €
Groupe 2	Secrétaire technique	10 800 €	1 200 €

Le montant annuel de l'IFSE est décidé par arrêté de l'Autorité territoriale, en application des critères et indicateurs suivants, dans la limite du plafond annuel maximal fixé pour le groupe de fonctions correspondant :

Critères professionnels	Indicateurs
N° 1 – Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Responsabilité d'encadrement direct et niveau d'encadrement dans la hiérarchie (distribution et supervision des tâches confiée, gestion des entretiens d'évaluation) Responsabilité de coordination responsabilité de projet ou d'opération : _ au niveau financier : montage de budget, débat d'orientation budgétaire, compte administratif, budget supplémentaire) _ au niveau des subventions : élaboration de dossiers de demandes de subvention, suivi de ces demandes _ élaboration et suivi des bureaux et comités syndicaux : rapports, délibérations _ sur les projets techniques : envoi et suivi des déclarations de travaux, des AVP, gestion administrative des travaux, des commandes de matériel
N° 2 – Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaires à l'exercice des fonctions	Connaissances (de niveau élémentaire à expertise) : marchés publics, RH, finances, procédures DT-DICT Complexité, simultanéité des tâches et des missions Niveau de qualification dans la maîtrise des logiciels utilisés, Autonomie, initiative, Diversité des tâches, des dossiers ou projets, des compétences à mettre en œuvre Formations suivies et mises en œuvre.
N° 3 – Sujétions particulières ou degré d'expositions au poste au regard de l'environnement professionnel	Responsabilité financière, Déplacements, disponibilité Confidentialité, Relations internes (avec les autres agents de l'établissement) et relations externes (avec les élus, le public, les partenaires) Respect des échéances, des délais.

Ces montants plafonds évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Ce montant fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- pour tenir compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent et notamment l'approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures ; l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation ; la gestion d'un évènement exceptionnel permettant de renforcer ses acquis ;
- au moins tous les 3 ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

L'IFSE sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué et sera proratisé au temps de travail.

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

En cas de congé de maladie ordinaire, y compris accident de service : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption ou encore les autres congés décidés par la collectivité : l'I.F.S.E. sera versée intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : l'I.F.S.E. ne sera pas versée.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

IV - Le CIA (Complément Indemnitaire Annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir) :

Le montant du CIA sera déterminé chaque année par arrêté de l'autorité territoriale dans la limite du plafond annuel par groupe de fonctions, en prenant en compte la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent.

Pour les catégories B :

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

(Par référence à l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.)

Compte tenu de l'organigramme du SIED70, le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ne comprend qu'un groupe de fonction auquel correspond le montant plafond suivant :

GROUPES	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montant annuel
Groupe 3	Assistant de direction	1e928/89/2017

Pour les catégories C :

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

(Par référence aux arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux).

Le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux est réparti en 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

GROUPE	FONCTIONS/ POSTES DANS LA COLLECTIVITE	Montants annuels maxima du CIA
Groupe 1	Gestionnaire comptable	1 260 €
Groupe 2	Secrétaire technique	1 200 €

Ces montants plafonds maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Le montant versé n'est pas automatiquement reconductible d'une année sur l'autre

Le montant attribué pourra être compris en 0 et 100 % du plafond fixé pour le groupe de fonctions correspondant.

Ce pourcentage sera apprécié à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères suivants :

- résultats professionnels obtenus et tenue des objectifs,
- compétences professionnelles et techniques,
- qualités relationnelles,
- capacités d'encadrement ou capacité à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le montant maximal versé n'excèdera pas :

- 15 % du plafond global du RIFSEEP pour les corps et les emplois fonctionnels relevant de la catégorie A ;
- 12 % du plafond global du RIFSEEP pour les corps et les emplois fonctionnels relevant de la catégorie B ;
- 10 % du plafond global du RIFSEEP pour les corps et les emplois fonctionnels relevant de la catégorie C.

Le CIA est fixé à l'issue des entretiens professionnels de l'année n-1 et sera versé mensuellement par douzième.

Les agents nouvellement recrutés bénéficieront immédiatement de ces dispositions, calculées sur la base de leur régime précédent, en attendant leur premier entretien professionnel au syndicat.

En cas de congé de maladie ordinaire, y compris accident de service : le C.I.A. suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption ou encore les autres congés décidés par la collectivité : le CIA. sera versé intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le C.I.A. ne sera pas versé.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieur ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé demeurent acquises.

V - La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :

Selon l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : « l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ».

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP),

Les dispositions relatives à ces indemnités ne seront donc plus applicables au sein du SIED70 pour les agents concernés.

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction,
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...).

A l'occasion du passage au RIFSEEP, le montant du niveau indemnitaire sera maintenu, au bénéfice des agents, de l'Etablissement.


L'avis du Comité Technique, appelé à se réunir le 28 septembre 2017, ayant été sollicité.

Le Bureau entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

- 1) **DECIDE** d'instaurer, à compter du 1^{er} janvier 2018,
 - l'IFSE dans les conditions et plafonds indiqués ci-dessus,
 - le Complément Indemnitaire Annuel dans les conditions et plafonds indiqués ci-dessus.,
- 2) **PRECISE** que pour les agents relevant de la filière technique, le régime indemnitaire antérieur actuellement en vigueur demeurera applicable tant que le RIFSEEP ne sera pas applicable. Une nouvelle délibération sera prise lorsque les arrêtés ministériels afférents aux corps de référence de l'Etat seront parus
- 3) **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document utile relatif à ce dossier

*Pour extrait conforme,
Le Président,*

Jacques ABRY



Pour le Président,
le 1^{er} Vice-Président délégué,
Gilles MARTINET

REÇU EN PREFECTURE

le 20/09/2017

Application agréée E-legalite.com

070-257004366-20170906-DEL IBBUR170906D-D